

MALGRÉ DEUX OPÉRATIONS DE RAPATRIEMENT

Présence massive de clandestins nigériens dans les rues d'Oran

Il semble que les deux opérations, effectuées à Oran cette année, de rapatriement de plus de 300 Nigériens au titre de retour vers leur pays, ne soient pas à l'évidence la bonne solution.

Et pour cause après avoir arrêté et acheminé vers le sud d'abord, puis jusqu'au Niger, plus de 300 Nigériens majoritairement des femmes et des enfants mineurs, qui s'adonnaient à la mendicité, voici que les rues d'Oran retrouvent par petits groupes d'autres Nigériens qui, peu à peu, «reprennent la place de leurs prédécesseurs».

Si ceux qui ont été rassemblés et rapatriés vers leur pays s'étaient vu fichés avec prise d'empreintes digitales, les nouveaux venus, mendiant sous les arcades d'Oran et aux principaux carrefours, sont d'autres groupes venus notamment de Tamanrasset où ils se trouvaient précédemment.

Des ONG et des associations caritatives avaient fait savoir qu'en l'état actuel, l'Algérie avait choisi la solution de facilité y compris en concertation et collaboration

avec les autorités du Niger, en rapatriant des centaines de Nigériens. Puisque 6 mois après la dernière opération, le problème de leur présence se pose toujours avec son corollaire, les conditions socioéconomiques de séjour de cette population.

Les raisons sont aussi à trouver au Niger même, où les populations de la région de Zinder doivent toujours faire face aux problèmes de sécheresse, de crise économique et de pauvreté aigus, comme rapporté par les organisations internationales de soutien aux migrants. Qui plus est, plus la situation

devient incontrôlable en Libye et dans d'autres pays de la zone subsaharienne, plus le déplacement des populations du Niger et d'autres régions persistera.

En attendant, la présence d'enfants et de bébés en pleine canicule dans la rue est choquante et révoltante, quand on sait que les autorités du Niger eux-mêmes avaient reconnu l'existence de trafic et d'exploitation d'enfants. Peut-être qu'une approche plus humanitaire apportera un début de solution pour les enfants prioritairement. Mais il est surtout à craindre que d'ici la rentrée, une troisième opération de rafle et de reconduite aux frontières soit menée.

Fayçal M.



Photo : DR

MASCARA

Protestation citoyenne et fermeture du siège de la daïra

En ces journées de canicule, la protesta citoyenne s'est installée dans la commune de Aouf depuis hier. A l'entrée de la ville, la route est fermée et des troncs d'arbres et pierres bloquent le passage.

Des jeunes installés avec leur literie nous ouvrent le passage et font état de leurs revendications. Ils nous déclarent que leur commune se trouvant aux confins de la wilaya manque de tout comme l'insuffisance de prise en charge sanitaire, l'eau qui n'est pas distribuée réguliè-

rement et qui ne peut être consommée malgré l'acquisition d'un nouveau château d'eau. Dans cette localité chef-lieu de daïra, le siège est fermé et des citoyens y observent un sit-in malgré la canicule. D'autres citoyens nous abordent pour ajouter que la commune de Aouf

où vivent 8000 âmes manque de tout. En faisant remarquer l'absence de structure de la Protection civile, l'urgence de procéder à la réhabilitation de certaines routes. Un autre citoyen ajoute que pour s'acquitter des impôts, les citoyens sont contraints de se déplacer à Oued Taria. Les jeunes expriment, eux, leur malvie et désœuvrement. Côté logement, l'on nous déclare que

depuis 5 ans, ils sont programmés mais qu'ils ne voient rien venir. Les représentants du wali comme l'inspecteur général ou la nouvelle secrétaire générale de la wilaya ont tenté de prendre langue avec les citoyens, mais en vain.

Ceux-ci exigent la présence du wali, quand nous quittons les lieux, la route était toujours bloquée.

M. Meddeber

MILA

Installation du nouveau wali

Devant un parterre dense de la salle des délibérations de la wilaya, le wali sortant et le nouveau ont procédé, ce lundi, à la cérémonie protocolaire des passassions de consignes, 20 jours après le mouvement, dans ce corps, effectué par le président de la République.

Dans une brève allocution, monsieur Abderrahmane Kadid wali sortant a, encore une fois, remercié tous ceux qui l'ont aidé, de près ou de loin, dans l'accomplissement de sa mission qui a duré cinq années à la tête de la wilaya de Mila, mis-

sion qu'il considère largement positive, grâce à l'aide et à la collaboration de tous les responsables, les élus et la société civile dans la diversité de sa composante, appelant tous ses partenaires à rester solidaires et mobilisés dans leur soutien

au nouveau wali, pour l'intérêt de la wilaya.

Prenant la parole, à son tour, monsieur Madani Fouatih Abderrahmane, s'est dit honoré et flatté de la confiance placée en lui et ravi d'être à la tête de cette wilaya historique et combattante, afin de mettre un nouveau jalon dans l'édification et le développement, menés par ses prédécesseurs, conformément au programme tracé par

les autorités supérieures du pays.

Monsieur Madani Fouatih, qui vient de prendre ses services à la tête de la wilaya, est un Enarque de formation ayant occupé plusieurs fonctions supérieures dans l'administration locale – chef de cabinet de wilaya, directeur de la réglementation et de l'administration générale (Drag), SG de wilaya et enfin wali à Adrar.

La population de Mila attend beaucoup du nouveau chef de l'exécutif de wilaya, elle espère surtout, une nouvelle impulsion et une nouvelle dynamique basées sur une réelle et palpable concrétisation des projets de développement annoncés, pas sur des vœux pieux et des promesses sans lendemain !

S. B.

Abdelmadjid M'haimoud

MOSTAGANEM

Le directeur des UMC relevé de ses fonctions

Le directeur des urgences médico-chirurgicales de l'hôpital Ernesto-Che-Guevara été relevé de ses fonctions, a-t-on appris de source sûre.

Cette décision a été prise par le wali suite à sa visite inopinée aux UMC. Il aurait constaté un manque de direction à ses obligations professionnelles en tant que premier responsable de cette structure, et il aurait relevé de multiples dysfonctionnements et des insuffisances dans la prise en charge des malades et en particulier en matière d'hygiène.

A. B.

UNE NOUVELLE STATION D'ÉPURATION D'EAU À AÏN-KIHEL (AÏN-TÉMOUCHENT)

Elle irriguera plus de 100 hectares de terres agricoles

Une nouvelle station d'épuration et traitement des eaux usées a été mise en service en ce mois d'août dans la commune de Aïn-Tolba, rattachée administrativement à la daïra de Aïn-Kihel.

Cette Step viendra renforcer les

autres stations déjà opérationnelles à travers le territoire de la wilaya de Aïn-Témouchent.

Elle aura à traiter plus de 1 900 m³/jour d'eaux usées pour les transformer en eaux utilisables notamment dans l'ir-

rigation de plus de 100 hectares de terres agricoles, elle aura aussi une autre tâche, du fait qu'elle protégera la plage de Sidi Djelloul de toute pollution, selon les responsables.